

CONTRE REVOLUTION



REVUE INTERNATIONALE D'ÉTUDES SOCIALES
PARIS

CONTRE-RÉVOLUTION

REVUE INTERNATIONALE D'ÉTUDES SOCIALES

DIRECTEUR : LÉON DE PONCINS

PARIS

ABONNEMENTS

France : 5 numéros 40 fr.

Etranger: 5 numéros 60 fr

VENTE AU NUMÉRO

France : 10 fr.

Etranger: 15 fr.

Numéros Hors-texte. Prix selon l'importance du N°

Prix de ce N°: 3 fr.

DÉPOT ET ABONNEMENTS

Librairie Beauchesne, 117, rue de Rennes, Paris - Ch. Post. 3929 Paris

La revue paraît tous les deux mois

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LA QUESTION JUIVE

LES DÉCRETS-LOIS MARCHANDEAU

Expliqués par :

S. S. PAUL IV

C O L B E R T

V O L T A I R E

NAPOLÉON 1^{er}

LA TOUR DU PIN

PROUD'HON, etc.

K A R L M A R X

BERNARD LAZARE

L É O N B L U M

K A D M I - C O H E N

L U D W I G - W I S E

L É O N M O T Z K I N E

L. L. - D R E Y F U S

H. D E K É R I L L I S

«... La contradiction qui existe entre la puissance politique réelle du juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la puissance de l'argent, mais pratiquement elle en est devenue la prisonnière absolue.

Le Juif qui est simplement toléré à Vienne, détermine par sa puissance financière, le sort de l'Empire. Le Juif, qui, dans les moindres petits Etats allemands peut être sans droits, décide du sort de l'Europe.

...Le Juif s'est émancipé à la façon juive, non seulement en se rendant maître du marché financier mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif, l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les juifs se sont émancipés dans la mesure où les chrétiens sont devenus juifs. »

(Karl MARX. Œuvres philosophiques.)

Devant l'Europe en Armes

« Il (les juifs) leur faut la démocratie parce que c'est le parfait bouillon de culture de leur microbe : la rapacité, et que la démocratie c'est le gouvernement de la bourse. »

(L. HENNEBICQ. — Genèse de l'Impérialisme anglais.)

Depuis le 1^{er} mai, la liberté de la presse, grande « Conquête » de la révolution française et du « Progrès démocratique », ne fonctionne plus qu'à sens unique. Tant que cette liberté a servi les intérêts d'Israël, elle est restée en vigueur. Mais aujourd'hui que les nationaux ont appris à s'en servir, elle est modifiée par un décret-loi.

Les Juifs constituent dorénavant en France une communauté privilégiée, un état dans l'Etat, officiellement tabou, qui va user de la loi pour traquer les vrais nationaux.

H. de Kérillis dans un récent éditorial, nous donne les raisons profondes qui ont motivé ce décret.

Nos lecteurs ont eu la reproduction photographique d'une lettre confidentielle de Louis Louis-Dreyfus que nous avons été les premiers à publier et qui a fait depuis le tour

de la presse. Le magnat du blé recommandait à ses parents amis et collaborateurs de soutenir financièrement l' « Epoque » dans l'intérêt de « La Cause ».

En voulant trop bien la servir, son directeur fait preuve d'un zèle malheureux et nous révèle précisément ce qu'elle cachait habilement sous des formules « Humanitaires » et « Démocratiques ».

Citons l' « Epoque » du 25 avril, éditorial de H. de Ké-
rillis :

« Enfin, le gouvernement a abordé le problème de la
« presse.

« Un des deux décrets qu'il a signés hier organise la
« répression des propagandes de forme raciste. Bravo!
« Pour notre part, nous avons toujours cru, nous avons
« toujours écrit que les violentes campagnes antisémites
« menées actuellement sous des formes si variées sont,
« pour un grand nombre, inspirées et financées par l'Al-
« lemagne. Elles portent la marque du docteur Goebbels,
« et l'antisémitisme est dans le monde entier le premier
« signe de la propagande allemande. Même les antisémites
« désintéressés et de bonne foi commettent une lourde
« erreur, se rendent coupables d'une faute grave contre la
« nation en soulevant violemment le problème juif dans les

« Qu'on aime ou qu'on aime pas les israélites, on est
« obligé de reconnaître que les grandes forces juives mon-
« diales dressées contre l'Allemagne nazie, constituent un
« appoint puissant pour les démocraties occidentales.

« On est obligé de reconnaître que la réaction anglo-
« saxonne contre l'hitlérisme est provoquée en grande par-
« tie par une révolte d'indignation et d'horreur, une révolte
« de forme religieuse contre les odieuses persécutions
« infligées aux Juifs allemands.

« Si la France se laissait convertir à l'antisémitisme, si elle imitait les méthodes du Reich, elle perdrait en grande partie les sympathies anglaises et américaines ; elle se trouverait complètement isolée en face du colosse germanique, vouée peut-être au sort des petits peuples de l'Europe centrale démembrés et asservis par Hitler. »

Cet article de Kerillis nous apprend que :

I. — « Les grandes forces juives mondiales » constituent l'armature des démocraties occidentales, France, Angleterre, Amérique.

II. — La réaction anglo-saxonne contre l'Allemagne s'est produite uniquement lorsque celle-ci a secoué le joug juif et précisément parce qu'elle a osé s'attaquer à lui. (1)

III. — Le sort de la France dépend des juifs, maîtres des trois grandes démocraties, et, sans eux elle tombera au rang des petites puissances balkaniques.

On ne peut dire plus nettement que nous vivons sous domination juive. Plus ou moins occulte jusqu'ici, celle-ci s'affirme brutalement depuis le premier mai avec les nouveaux décrets-lois.

Un pareil aveu, sous la plume de l'homme de paille

(1) « Tandis que l'Europe se débattait dans l'inquiétude, l'Amérique se sentait en complète sécurité. Elle restait indifférente devant les incidents provoqués par l'Allemagne. C'est qu'il manquait un élément essentiel sans lequel il n'est pas de vague de fond dans un pays anglo-saxon, nous voulons dire l'indignation sainte. **Les Pogromes allemands le procurèrent. La presse, la T.S.F., le cinéma, les politiciens tonitrüèrent devant les procédés allemands comme si une fibre nationale avait été touchée au vif.**

L'opinion, cependant, s'était à peine émue des persécutions religieuses, autrement violentes et sanguinaires, dont les nationaux d'Espagne et du Mexique (de Hongrie, de Russie, de Finlande, etc.) avaient été les victimes dans leur propre pays.

D'autre part, sans vouloir atténuer le moins du monde le bien-fondé et la sincérité des colères américaines, il faut bien faire ici la remarque qu'en matière de haine de race, le dossier de l'Américain n'est pas très net.

Quoiqu'il en soit, la stupeur qui suivit Munich se mua en une haine sans appel des régimes hitlérien et mussolinien. »

(M. de Polignac. « Le Journal », 3-3-1939).

officieux, si ce n'est officiel, de la « Cause » des grands juifs, est la plus éclatante confirmation de tout ce que nous n'avons cessé de dire depuis dix ans.

Voilà donc pourquoi les juifs et les communistes — une fois de plus étroitement unis — réclament si impérieusement aujourd'hui l'union de tous les Français contre le péril extérieur. Au nom de l'Union sacrée, il faut empêcher toute divulgation qui démasquerait la dictature juive ; celle-ci n'est devenue patriote que pour utiliser notre armée au maintien de son hégémonie dans le monde. Dès que cette hégémonie est dénoncée par des nationaux clairvoyants, ils deviennent aussitôt l'ennemi N° 1.

Ainsi « Ce Soir » du 27 avril 39, nous apprend que ce ne sont pas les autonomistes alsaciens les plus dangereux, mais les patriotes français. Citons textuellement :

« La propagande hitlérienne n'a pu triompher de ce
« côté du Rhin, **elle a eu moins d'influence et elle a fait**
« **moins de mal que la propagande anti-démocratique**
« **venue de la France même.**

« ...On ne comprendrait pas qu'au moment où le gouver-
« nement prend des mesures contre la propagande raciste
« venant de l'extérieur, il n'en prenne pas également contre
« la propagande raciste venant de l'intérieur. Il est armé
« pour le faire par les nouveaux décrets-lois. »

Quant à l'argument de l'antisémitisme, arme de la propagande hitlérienne, c'est la fable propagée pour venir à bout des Français du vieux terroir dont la clairvoyance n'est pas à la solde d'Israël.

Sans nous mêler des affaires intérieures allemandes, l'on peut cependant dire que les mesures d'inspiration exclusivement raciste heurtent les pays de formation chrétienne ; elles restent avant tout germaniques, or les solutions particulières s'avèrent insuffisantes à résoudre un problème international par essence.

Devant la poussée montante de l'antisémitisme, et avant

que les passions populaires ne se déchaînent avec leurs inévitables excès, nous avons proposé à tous les chefs d'Etat, dès juillet 1938, de réunir un comité international d'études pour rechercher en toute impartialité une solution viable. Nous renouvelons aujourd'hui cet appel, car la question juive devient un des plus graves problèmes de l'heure.

Elle n'a pas attendu Hitler pour se poser. Dans tous les pays, à toutes les époques, sous tous les climats, partout où l'emprise juive s'est fait sentir, partout l'antisémitisme a jailli par réaction spontanée d'auto-défense.

Comme le dit si clairement l'un d'entre eux, et non des moindres, Bernard Lazare :

« Pourquoi (le juif) fut-il tour à tour, et également, mal-
« traité et haï par les Alexandrins et par les Romains, par les
« Persans et par les Arabes, par les Turcs et par les nations
« chrétiennes ?

« ...Si cette hostilité, cette répugnance même, ne s'était
« exercée vis-à-vis des juifs qu'en un temps et en un pays,
« il serait facile de démêler les causes restreintes de cette
« colère, mais cette race a été au contraire en butte à la
« haine de tous les peuples au milieu desquels elle s'est
« établie. Il faut donc puisque les ennemis des juifs apparte-
« naient aux races les plus diverses, qu'ils vivaient dans des
« contrées fort éloignées les unes des autres, qu'ils étaient
« régis par des lois différentes, gouvernés par des princi-
« pes opposés, qu'ils n'avaient ni les mêmes mœurs, ni les
« mêmes coutumes, qu'ils étaient animés d'esprits dissem-
« blables ne leur permettant pas de juger également de
« toutes choses, **il faut donc que la cause générale de**
« **l'antisémitisme ait toujours résidé en Israël même et**
« **non chez ceux qui le combattirent.** »

(Bernard Lazare. L' « Antisémitisme. »)

Vieux de 3.000 ans l'antisémitisme ne sera pas supprimé

par un décret. Il renaît aujourd'hui avec une vigueur nouvelle .

On est obligé de constater que le traité de Versailles payé du sang de 1.800.000 Français a été, en fait, une grande victoire juive comme le reconnaît le Dr. E. J. Dillon, historien quasi officiel de cette époque :

« Un nombre considérable de délégués croyaient que
« les vraies influences derrière les peuples anglo-saxons
« étaient sémitiques... opinion que ces délégués résumaient
« dans la formule : **à partir de maintenant le monde sera**
« **gouverné par les peuples anglo-saxons, eux-mêmes**
« **dominés par leurs éléments juifs.** »

(The Inside Story of the Peace Conference
P. 496-497.)

Et voici comment Léon Motzkine, président des Délégations juives à la S.D.N., nous dépeint la terrible période de 1919-1920 où la vague bolcheviste faillit anéantir la civilisation occidentale :

« **Le peuple juif considérait l'après-guerre comme une**
« **ère messianique...** et Israël, en ces années 1919-1920,
« clama son allégresse en Europe orientale et méridionale,
« en Afrique du Nord et du Sud, et plus intensément en
« Amérique. »

Cette hégémonie juive n'a fait que s'accroître depuis 1918, mais, par suite de sa prépondérance, elle n'a pu maintenir complètement le caractère occulte qui, seul, lui aurait permis de durer. Il en résulte une vague d'antisémitisme grandissante, telle que l'histoire n'en a jamais connu de pareille, car, pour la première fois, l'antisémitisme gronde simultanément dans le monde entier.

Les « grandes forces juives mondiales » qui se croyaient déjà maîtresses du globe, s'affolent devant cette réaction imprévue ; il leur faut, coûte que coûte, arrêter la marée

montante, fût-ce au prix du bolchevisme, fût-ce au prix d'une nouvelle guerre mondiale.

Les juifs, si germanophiles tant que leurs congénères occupaient en Allemagne républicaine une situation dominante (Léon Blum entre autres réclamait publiquement l'Anschluss) sont devenus depuis Hitler des bellicistes forcenés ; ils poussent à la guerre, non pour sauver la France, cadet de leurs soucis, mais pour abattre les régimes anti-sémites, sauvegarder leur emprise sur la démocratie et les Soviets, restaurer leur hégémonie industrielle et financière sur l'Europe centrale, et imposer au monde une nouvelle « ère messianique » sur des millions de cadavres.

En toute impartialité, on est obligé de constater que l'Allemagne a opéré un redressement prodigieux le jour où elle a chassé les Juifs des postes de commande qu'ils occupèrent de 1918 à 1933, et pour cela elle a remis en vigueur les lois d'usage courant dans toute l'Europe jusqu'à la Révolution française (toutes réserves faites sur le racisme qui est une notion spécifiquement juive que l'Allemagne retourne contre ses inventeurs. Les religions sémitiques, écrit en effet Kadmi Cohen, ne sont que la spiritualisation déificatrice de la race). Malheureusement, elle met ses forces recouvrées au service d'un pangermanisme qui devient une menace pour le reste du monde.

On en profite pour discréditer toute tentative de défense anti-juive, en la dépeignant comme une arme essentiellement allemande, ou servant des buts allemands. Une propagande forcenée s'exerce dans ce sens.

Il est humiliant de penser qu'un piège aussi grossier ait quelque crédit auprès de l'opinion publique.

Ce n'est pas au pays d'Edouard Drumont, de La Tour du Pin, et autres modernes théoriciens de l'antisémitisme à prendre des leçons de l'Allemagne. Cet illustre sociologue n'était pas un agent d'Hitler quand il écrivait il y a cinquante ans :

« Les juifs ne font, en poursuivant leur action dissol-
« vante sur la cité chrétienne, qu'obéir à une fatalité his-
torique.

« Cette fatalité, je la résume en trois points :

a) **Les juifs sont restés une nation.**

b) **Cette nation est persuadée que l'empire du monde
lui appartient.**

c) **Elle n'a le moyen de le réaliser que par la corrup-
tion des esprits qui amène la décomposition sociale.**

« Pour conclure, il faut pour première condition de
« notre émancipation revenir au système de nos pères en
« ces trois autres points :

a) **Ne traiter les juifs que comme des étrangers et
des étrangers dangereux.**

b) **Reconnaître et abjurer toutes les erreurs philoso-
phiques, politiques et économiques dont ils nous ont
empoisonnés.**

c) **Reconstituer dans l'ordre économique comme dans
l'ordre politique, les organes de la vie propre, qui nous
rendaient indépendants d'eux et maîtres chez nous.**

(La Tour du Pin. « Vers un ordre social chrétien ».)

Voici d'autres opinions historiques et bien françaises :

« ...La législation est un bouclier que le gouvernement
« doit porter partout où la prospérité publique est attaquée.
« Le Gouvernement français ne peut voir avec indifférence
« une nation avilie, dégradée, capable de toutes les bas-
« sesses, posséder exclusivement les deux beaux départe-
« tements de l'Alsace ; **il faut considérer les Juifs comme**
« **nation, et non comme secte. C'est une nation dans la**
« **Nation.** Je voudrais leur ôter, au moins pendant un temps
« déterminé, le droit de prendre des hypothèques, car il est

« trop humiliant pour la nation française de se trouver à la
« merci de la nation la plus vile. Des villages entiers ont été
« expropriés par les Juifs : ils ont remplacé la féodalité ;
« ce sont de véritables nuées de corbeaux. On en voyait
« au combat d'Ulm qui étaient accourus de Strasbourg
« pour acheter des maraudeurs ce qu'ils avaient pillé. **Il**
« **faut prévenir, par des mesures légales, l'arbitraire**
« **dont on se verrait obligé d'user envers les Juifs ; ils**
« **risqueraient un jour d'être massacrés par les chré-**
« **tiens d'Alsace comme ils l'ont été si souvent et presque**
« **toujours par leur faute. »**

Napoléon I^{er}

(à la séance plénière du Conseil d'Etat, 30 avril 1806)

« Mon oncle était lié avec les plus savants juifs de l'Asie.
« Ils lui avouèrent qu'il avait été ordonné à leurs ancêtres
« d'avoir toutes les nations en horreur et, en effet, parmi
« tous les historiens qui ont parlé d'eux, il n'en est aucun
« qui ne soit convenu de cette vérité, et même pour peu
« qu'on ouvre les livres de leur loi... on trouverait plus de
« cent passages qui indiquent cette horreur pour tous les
« peuples qu'ils connaissaient. Il ne leur était pas permis de
« manger avec les Egyptiens, de même qu'il était défendu
« aux Egyptiens de manger avec eux. Un juif était souillé
« et le serait encore aujourd'hui, s'il avait tâté d'un mouton
« tué par un étranger, s'il s'était servi d'une marmite étran-
« gère. **Il est donc constant que leur loi les rendait néces-**
« **sairement les ennemis du genre humain. »**

(Voltaire. Mélanges historiques.)

**« Les Juifs, ennemis déclarés du nom chrétien, seront
expulsés avant trois mois. »**

Colbert. Les Grandes Ordonnances.

(Extrait du règlement des Iles.)

Citons enfin, pour prendre un exemple typiquement catholique, la fameuse constitution promulguée en 1555 par

le pape Paul IV (Bulle : Cum Nimis Absurdum) qui fut trois cents ans durant la charte du peuple juif dans la cité Romaine.

L'article 1^{er} condamne les juifs à vivre reclus dans une enceinte : le Ghetto.

L'Art. 2 leur défend de posséder des biens immeubles.

L'Art. 3 les oblige à porter un signe distinctif.

L'Art. 4 leur défend d'avoir des serviteurs chrétiens.

Les Art. 6, 8, 9, 12, réglementent le trafic de l'argent. La plupart des carrières libérales et des industries, toutes les fonctions publiques avaient été successivement interdites aux juifs « des esclaves ne pouvant commander à leurs maîtres », disait Honorius III (Bulle Ad Nostram, 1221). Désormais tout commerce et toute industrie leur sont interdits et l'ordonnance spécifie qu'ils s'abstiendront absolument de trafiquer sur les grains, les orges, les blés, les huiles et autres objets nécessaires à l'alimentation. En même temps les précautions les plus minutieuses et les plus légitimes sont prises contre l'usure.

L'Art. 10 interdit aux juifs la pratique de la médecine.

L'Art. 15 ordonne aux juifs de s'abstenir de toute relation avec les chrétiens, de ne pas habiter, de ne pas converser, de ne pas manger, de ne pas se baigner même avec eux.

* * *

M. de Kérillis nous dit en substance que, sans les Juifs, la France tombera au rang d'une petite puissance balkanique.

Qu'il nous soit permis d'avoir une plus haute opinion de notre pays que ce pseudo super-national. La France de Charles Martel, de Philippe-Auguste, de Duguesclin, de Jeanne d'Arc, de Bayard, de Henri IV, de Louis XIV et de Napoléon a dominé l'Europe et sa décadence coïncide fâ-

cheusement avec l'entrée des Juifs dans la société française, comme le reconnaît si bien un de leurs plus éminents écrivains, Bernard Lazare :

« Le jour où le Juif a occupé une fonction civile, l'Etat chrétien a été en péril. »

Mais revenons à la situation présente de l'Europe en armes.

Entraînés par leur ardeur messianique, les Juifs laissent échapper en ce moment de redoutables aveux où la manœuvre s'étale en termes à peine voilés : la guerre dans laquelle on voudrait nous entraîner est en fait une guerre idéologique entre principes nazis et conceptions juives, un conflit entre hégémonies rivales, toutes deux également hostiles à nos intérêts et à nos traditions.

Des textes juifs particulièrement importants vont nous le prouver.

C'est d'abord Léon Blum qui convie les démocraties à détruire l'idéologie raciste :

« Le regroupement, écrit Léon Blum, le rapprochement, « le resserrement de tous les Etats qui, dans le monde, « restent attachés à la liberté et à la paix, la stimulation et « l'exaltation de l'esprit démocratique, voilà donc, en même « temps que **la destruction systématique de l'idéologie « raciste**, la tâche essentielle qui incombe aux grandes opérations publiques, et sans lesquels les gouvernements se « trouveraient impuissants. »

(« Paris-Soir », 23 mars 1939.)

De son côté, un écrivain juif allemand renommé, Emil Ludwig, que le gouvernement français vient de décorer de la Légion d'Honneur (24 avril 1939), lance, à grand fracas, un appel à « une Nouvelle Sainte-Alliance, conclue entre les trois grandes démocraties du monde », invite à peine déguisée à la guerre :

« La voix prépondérante est ici celle des Etats-Unis ;
« comme **cette nouvelle Alliance doit jouer avant tout un**
« **rôle de menace et d'intimidation, la vedette revient**
« **à l'Amérique...**

« Tous les Etats pourront adhérer à la nouvelle Sainte,
« Alliance ; **tout d'abord, parmi les grandes puissances-**
« **l'Union Soviétique.**

« ... **Ce qui décidera « en effet » de l'admission au**
« **sein de cette Alliance, ce sera la philosophie de l'Etat.**

« ...L'Alliance est dirigée contre l'Allemagne, l'Italie, et
« tels Etats qui seraient peut-être prêts à se réclamer du jour
« au lendemain de leurs principes. Elle dépassera en agres-
« sivité le langage de défi des dictateurs. »

Car :

« **Tels sont les buts politiques de ce siècle : à l'inté-**
« **rieur, le socialisme, à l'extérieur : les Etats-Unis d'Eu-**
« **rope...**, est-il possible d'atteindre sans guerre ces deux
« buts ? »

C'est peu probable, et Ludwig ne nous le cache pas,
puisqu'il conclut ainsi son appel :

« Les religions, les philosophies, les idéals ont toujours
« été formulés et préservés par des penseurs solitaires,
« **mais c'est toujours par des hommes armés qu'ils ont**
« **été défendus jusqu'à la mort.** »

(Il est bien entendu que l'armée française fournira les
hommes et que Ludwig les enflammera de Suisse où il vient
de se faire naturaliser en prévision des hostilités futures.)

Enfin, le juif Wise, fils du célèbre rabbin, une des plus
hautes personnalités du judaïsme mondial, parlant à Was-
hington de l'Espagne rouge, devant une assemblée de délè-
gués juifs, nous donne la vraie raison de cet enthousiasme
belliqueux :

« **La cause de la liberté espagnole est la cause de la liberté juive** », dit-il, puis qualifiant l'Espagne de :

« **Point central de résistance aux attaques contre les démocraties, et par conséquent, contre les Juifs** », « il ajoute : « **L'évolution de la démocratie selon les concepts sociaux et socialistes étant le seul espoir de survie pour les Juifs du monde entier** ». (« Washington Post », 31 mai 1938).

Ces textes sont clairs, et nous dévoilent toute la manœuvre. Publiquement, on nous invite en invoquant le « Droit », la « Liberté », la « Civilisation », à défendre la Démocratie (et les Soviets), puis, secrètement, on avoue : « **la Démocratie est la condition nécessaire de l'hégémonie juive.** » Car, lorsque les Juifs nous parlent de survie, il s'agit de la survie de leur hégémonie, personne ne les menaçant dans leur existence propre.

* * *

M. de Kérillis s'indigne que :

« Le péril immense de la patrie n'arrive pas à faire spontanément l'unanimité au moment où l'unanimité est « la condition du salut ».

C'est que nous ne sommes pas sûrs que ce soit de la patrie qu'il s'agisse ; on ne nous parle jamais de défendre nos pays respectifs : France, Angleterre, etc., mais la « Démocratie », la fameuse « Sainte Alliance des Démocraties » que nous trouvons formulée pour la première fois dans le Congrès secret des maçonneries alliées et neutres tenu au Grand Orient de Paris, en 1917, Congrès qui élaborait les bases du traité de Versailles, et orienta si désastreusement toute notre politique extérieure d'après-guerre.

Forts de l'expérience 1914-1918, forts des leçons du

traité de Versailles, forts de ces irréfutables textes juifs, nous connaissons maintenant « la hideuse industrie du faux nationalisme », et si nous restons prêts à défendre jusqu'à la mort notre pays et nos traditions, si nous sommes prêts à tous les sacrifices pour remplir en Europe notre mission historique, nous refusons d'être le soldat d'Israël, quel que soit le masque « humanitaire », « démocratique », ou même « national », dont il sait parer sa « Cause ».

A en croire H. de Kérillis, nous n'aurions d'autre choix que l'hégémonie nazie ou l'asservissement juif du pays. Il reste cependant une autre solution : le redressement français qui rétablira l'équilibre européen, mais cela exige de profondes réformes dans notre régime politique et de grands changements dans son personnel dirigeant.

Il ne s'agit pas de renverser une fois de plus un ministère, comme disait Proud'hon (autre opinion bien française) :

« Si changer de gouvernement consiste à changer de Juifs, je n'en suis pas. »

Et puisque j'écris cet article le 8 mai, anniversaire de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc, qu'on me permette de terminer sur un exemple tiré de l'actualité.

Il est inadmissible pour les traditions de l'Eglise catholique et pour l'honneur national que la fête de la Sainte française puisse se dérouler sous le haut patronage de personnalités étrangères à notre religion à notre race à notre pays et à nos traditions historiques.

Ces solennités qui ont un retentissement mondial sont présidées par le député d'Orléans, ministre de l'Education « nationale ». **Jean Zay.**

L'étendard de la grande sainte nationale est solennellement remis à l'évêque, sur le parvis de la cathédrale, par M. **Claude Léwy**, maire d'Orléans.

Les troupes défilent devant la statue de l'héroïne française sous le commandement du **général Bloch**, chef de la région militaire.

L'ordre public est assuré dans la bonne ville de Jeanne d'Arc, par **M. Sée** procureur de la République.

La Lorraine, envoyée de Dieu, est personnifiée au théâtre sous les traits de Madame **Ida Rubinstein** sur musique glorificative de M. **Arthur Honegger**.

Bornons-nous pour aujourd'hui à la ville d'Orléans.

Une pareille situation marque profondément l'histoire d'un pays, elle appelle de terribles réactions, et tous les décrets de la terre n'y pourront rien.

Léon de PONCINS.

(Mai 1939)

Texte du Décret-Loi

ARTICLE PREMIER. — Les articles 32 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse sont complétés comme suit :

ART. 32. — La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 25 francs à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

La diffamation commise par les mêmes moyens envers un groupe de personnes non désignées par l'article 31 de la présente loi, mais qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 10.000 francs lorsqu'elle aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

ART. 33. — L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignées par les articles 30 et 31 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 18 fr. à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois, et celui de l'amende sera de 5.000 francs si l'injure a été commise envers un groupe de personnes qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, dans le but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du code pénal.

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 60 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est modifié comme suit :

« 2° Dans le cas de diffamation envers les particuliers prévu par l'article 32, et dans le cas d'injure prévu par l'article 33, paragraphe 2, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée. Toutefois, la poursuite pourra être exercée d'office par le ministère public, lorsque la diffamation ou l'injure, commise envers un groupe de personnes appartenant, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants. »